

RELEVÉ DE CONCLUSIONS

1^{ère} réunion de travail de haut niveau - 16 juin 2016

Présidée par le Secrétaire d'Etat au Développement et à la Francophonie, André Vallini en tant que représentant de la présidence française du groupe pilote international de l'économie sociale et solidaire (GPIESS) et coordonnée par le secrétariat permanent assuré par les Rencontres du Mont-Blanc en collaboration avec le Secrétaire d'Etat français chargé du Développement et de la Francophonie, et la Secrétaire d'Etat chargée de l'économie sociale et solidaire d'autre part, la réunion de travail de haut niveau s'est tenue à l'hôtel du Ministre des Affaires étrangères et Développement international à Paris en France le 16 juin 2016.

Cette réunion de haut niveau a réuni :

Pour les Etats membres du GPIESS

- Costa Rica :
Mercedes PENAS – Première Dame
Gabriel MACAYA TREJOS - Ambassadeur en France
- Luxembourg :
Nadine MULLER – Chargée de l'ESS au Ministère du travail, de l'emploi et de l'ESS
Jean-Christophe BURKEL - Directeur de l'Union luxembourgeoise de l'ESS
- Maroc :
Nadira EL GUERMAI – Gouverneure, coordinatrice de l'initiative nationale pour le développement humain du Maroc

Pour les organisations internationales et organisations de la société civile

- Task-Force Inter-agences de l'ONU pour l'Économie Sociale et Solidaire (UNTFSSSE) :
Hamish JENKINS, Responsable du bureau de Genève de l'UNGLS
- Alliance Coopérative Internationale (ACI) :
Jean-Louis BANCEL, Membre du Bureau
- Alliance Internationale des Maires Francophones (AIMF) :
Julie GUILLAUME, Conseillère
- Association Internationale de la Mutualité (AIM) :
Menno AARNOUT, Directeur Exécutif
- Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale et solidaire (RIPESS) :
Laure AUFRERE, Ripess Europe

Pour le Secrétariat permanent

- Pour le Secrétaire d'Etat français chargé du Développement et de la Francophonie, Direction générale de la mondialisation, de la culture, de l'enseignement et du développement international, Direction du développement durable du MAEDI
Henry DE CAZOTTE, Sous-directeur adjoint,
Christine ROSELLINI, Responsable de pôle

GRUPE PILOTE INTERNATIONAL DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Lola BLANC, Rédactrice Entreprenariat et innovation sociale

- Pour la Secrétaire d'Etat française chargée de l'économie sociale et solidaire, les services de la Direction Générale du Trésor, la Délégation interministérielle à l'ESS :
 - Raphaël DHONT, Adjoint à la Déléguée interministérielle à l'ESS
 - Eric DUEDAL, Chargé de mission auprès de la Cheffe de Service des Affaires Bilatérales et de l'Internationalisation des Entreprises, DG Trésor
 - Joanna KOCIMSKA, Adjointe au chef du Bureau Amériques, Service des Affaires Bilatérales et de l'Internationalisation des Entreprises DG Trésor
- Les Rencontres du Mont-Blanc
 - Thierry JEANTET, Président
 - Abdou Salam FALL, Président du Comité scientifique
 - Jean-Philippe POULNOT, Vice-président
 - Anne-France PITEAU, Directrice Générale
 - Mélanie LUCHTENS, Chargée de mission
 - Mariyana AMOVA, Secrétaire du Comité scientifique

En qualité d'observateur

- Commission Européenne
 - Michel CATINAT, chef d'Unité "Clusters, économie sociale et entrepreneuriat", DG Marché Intérieur, Industrie, Entreprenariat et PME

Excusés

Pour les Etats membres du GPIESS

- Equateur
- Colombie
- Sénégal (observateur)
- Québec (observateur)

Pour les organisations internationales et organisations de la société civile

- Fonds Mondial pour le Développement des Villes (FMDV)
 - Carlos DE FREITAS, Directeur des programmes
 - Mélissa VERGARA

I/ Objet de la réunion de travail de haut niveau et propos introductifs des membres et observateurs

Monsieur le Secrétaire d'Etat André Vallini a ouvert la réunion de travail de haut-niveau en rappelant l'importance de promouvoir l'ESS au niveau international et l'engagement de la France en faveur du GPIESS, dont elle porte la Présidence jusqu'en 2017.

Henry de Cazotte, représentant du MAEDI, **co-secrétariat permanent du GPIESS** a rappelé les attendus de celle-ci :

- définir et adopter des modalités de travail du GPIESS
- définir et adopter des axes de travail du groupe issus de la **déclaration commune du GPIESS** (adoptée lors de l'évènement de haut niveau organisé en parallèle de l'Assemblée Générale des Nations Unies en septembre 2015 -à savoir les législations pour l'ESS et les bonnes pratiques de partenariats public-ESS, la tenue d'une conférence internationale sur les financements de l'ESS et les indicateurs pour l'ESS).
- Préparer la réunion du GPIESS en septembre 2016

GROUPE PILOTE INTERNATIONAL DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Le **Costa Rica** a réitéré son engagement en faveur de l'ESS, facteur de progrès, et au sein du groupe pilote qui offre la possibilité de partager des expériences précieuses avec d'autres pays.

La **Maroc** a souligné l'importance du groupe pilote qui va donner une autre dynamique aux actions entreprises pour l'ESS à travers la France, au Maroc mais aussi dans d'autres pays à travers le monde.

Le **Luxembourg** a rappelé son engagement pour l'ESS avec la conférence qu'il a organisé lors de la présidence luxembourgeoise du Conseil européen.

Le représentant de la **Commission européenne** a exprimé ses remerciements quant à l'invitation à rejoindre le GPIESS qui sera transmise au collège des commissaires. Il a souligné les problématiques de travail communes, notamment les financements pour l'ESS, l'environnement réglementaire, la visibilité et la dimension internationale de l'ESS.

Le représentant de l'**ACI** a signifié qu'il rendra compte des initiatives du groupe pilote lors de la prochaine réunion de l'ACI.

L'**AIM** a souligné son engagement pour le développement de l'ESS.

Le représentant de la **Task-Force Inter-agences de l'ONU pour l'ESS** (UNTFSSSE) a rappelé la collaboration entre le Groupe pilote et la UNTFSSSE à l'occasion de l'élaboration de la déclaration commune de septembre 2015, et a mis en avant les terrains de coopération entre la UNTFSSSE et le GPIESS.

L'**AIMF** a souligné la nécessité de montrer l'un des apports majeurs de l'ESS qui est le mieux vivre ensemble.

Le **RIPESS** a souligné l'importance du développement de l'ESS à l'international pour lequel le GPIESS est engagé.

II/ Déroulement de la réunion de travail

Les travaux se sont déroulés selon l'ordre du jour adopté en séance, sous la présidence de Monsieur le Secrétaire d'Etat André Vallini.

Les discussions et recommandations ont été formulées autour des 3 points/axes suivants :

1. La première session a été consacrée à la présentation du vade-mecum du GPIESS.

Le vade-mecum a été adopté, renforcé de deux éléments complémentaires, à savoir une mention du rôle de l'ESS dans l'atteinte des Objectifs du Développement Durable (ODDs) et une référence à la déclaration commune du GPIESS de septembre 2015.

La langue de référence du groupe pilote est le français. L'anglais et l'espagnol sont également utilisés par le groupe de travail.

Les points suivants ont également été soulevés :

- l'adhésion d'organisations nationalement représentatives de l'ESS au GPIESS : ce point devra faire l'objet d'une réflexion plus approfondie ;
- le terme "entrepreneurship" doit se substituer au terme "business " dans la version anglaise
- le texte doit pouvoir être révisé si besoin.

2. La deuxième session a été consacrée à la présentation des plans de travail visant à décliner opérationnellement la déclaration commune du GPIESS.

Le secrétariat permanent du GPIESS a présenté les plans de travail visant à opérationnaliser la déclaration commune adoptée à l'issue de l'évènement de haut niveau en parallèle de la 70^{ème} Assemblée Générale de l'ONU en septembre 2015.

Ces plans de travail portent sur les trois thématiques prioritaires :

1. Elaboration d'un Guide International des Législations pour l'ESS /Thème 1-bis : Partenariats Publics-ESS
2. Indicateurs sociaux et économiques pour mesurer les apports de l'ESS
3. Organisation d'une Conférence Internationale sur le Financement de l'ESS

Il est convenu que les membres du GPIESS contribuent à la mise en œuvre de la déclaration commune qui sera assurée par des groupes de travail ad hoc. Les membres du GPIESS sont invités à rejoindre les groupes de travail et, à cette fin, chaque membre désignera un point de contact au secrétariat permanent chargé de l'animation de ces groupes de travail.

2.1 Elaboration du guide des législations pour l'ESS

Les membres du GPIESS ont envisagé de premières contributions en la matière :

- Le travail sur les législations fait partie des priorités de la **UNTFSS**; le Bureau International du Travail pourrait contribuer de même que la commission des lois de l'**ACI** et le **RIPESS**;
- Il conviendra de valoriser les bonnes pratiques et d'inclure les résolutions des organisations internationales et européennes (Commission, CESE, Conseil de l'Europe...) qui incitent aux cadres propices à l'ESS.
- La Délégation interministérielle à l'ESS a distribué un document de recensement des dispositions réglementaires et législatives sur l'ESS en France.

Les membres du GPIESS ont attiré l'attention sur les difficultés d'élaboration d'un tel guide, et notamment :

- les obstacles politiques existants quant à l'élaboration de lois pour l'ESS au sein des pays;
- le fait que les cadres législatifs soient très évolutifs ;
- la grande diversité des propositions législatives;
- La nécessité de tenir compte des travaux existants sur le sujet.

2.2 Organisation d'une conférence internationale sur les financements

Les recommandations et contributions suivantes ont été formulées :

- Il convient de constituer un groupe de travail ad hoc afin de :
 - mener un travail exploratoire visant à identifier les objectifs d'une telle conférence et cibler les acteurs du monde financier qui seraient à impliquer dans cette conférence internationale;
 - de préciser les termes de référence et d'inscrire ce programme d'action en adéquation et complémentarité avec l'agenda international du financement du développement.
- La participation aux différents événements organisés à ce sujet constituera des points d'étape telle la conférence que le Costa Rica souhaite organiser au premier trimestre 2017.
- La présidence luxembourgeoise avait choisi comme thème clef le sujet des financements de l'ESS. Un livre blanc réalisé par le Comité économique et social européen (CESE) est disponible. Cela demeure un sujet très important pour le Luxembourg qui pourra prendre l'attache de la Banque Européenne d'investissement en vue de solliciter sa contribution au groupe de travail.

Les points suivants ont fait l'objet de discussion :

- Il pourrait être pertinent de ne pas limiter la question à celle des financements mais de l'ouvrir à
 - la question de la sécurisation par des cadres de politiques de développement;
 - la professionnalisation des entreprises de l'ESS
- Il conviendra d'étudier les financements publics de l'ESS, et notamment d'étudier les budgets internes aux États dédiés ou concourant à l'ESS

2.3 Indicateurs pour l'ESS

Les recommandations et contributions suivantes ont été formulées :

- A partir d'un état des lieux de l'existant, adopter l'angle d'attaque le plus pertinent ;
- Intégrer les indicateurs qualitatifs de l'ESS sera primordial afin de prendre en compte tout impact sociétal et humain de l'ESS ;
- Prendre en compte les indicateurs définis dans le cadre des ODD.

Il sera essentiel de lier les travaux menés dans ce cadre à la question de la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable et des nouvelles données pour le développement en s'appuyant notamment sur les travaux de l'ECOSOC

3/ La troisième session a été consacrée à l'évènement de haut niveau à New York et à la préparation d'Habitat III

Le document préparé par le secrétariat permanent du GPIESS et déposé auprès du bureau d'HABITAT III a été présenté.

L'évènement de haut niveau qui sera organisé à New York en parallèle de la 71^{ème} Assemblée Générale des Nations Unies en septembre 2017 devra permettre d'arrêter une position commune du GPIESS en vue de contribuer au Nouvel Agenda Urbain.

Un événement en marge du Sommet Habitat III avec comme thème l'ESS comme réponse aux défis urbains sera également organisé avec le GPIESS.

4/ La dernière session a été consacrée au développement du GPIESS.

- La conférence "Scale me up" organisée par la Secrétaire d'Etat française chargée de l'ESS le 17 juin à Paris (France), et dans laquelle le Président des Rencontres du Mont-Blanc intervient, constituera une tribune pour inviter les **Etats européens** présents à se joindre au GPIESS.
- La tenue d'Habitat III à Quito (Equateur) ainsi que la conférence sur les financements organisée à San José (Costa Rica) seront autant d'opportunités pour inviter des **Etats d'Amérique latine**. Les accords bilatéraux, avec le Pérou, l'Équateur, le Maroc ou le Brésil, le Venezuela ou le Québec déjà signés avec la France sur l'ESS pourraient également constituer un point d'ouverture. Il serait pertinent de prendre attache de ces pays pour leur proposer une adhésion au groupe.
- Le réseau Euro-méditerranéen de l'ESS (ESMED) pourra constituer un relai central pour promouvoir l'entrée de **pays méditerranéens**.
- Le Maroc pourra faciliter les contacts pour une adhésion d'**Etats africains** (Cameroun, Gabon, Sénégal et Togo).
- Les points de contacts de l'UNTFSSSE pourront être utilement mobilisés notamment pour faciliter l'adhésion de **pays anglophones et de pays asiatiques**. Le RIPESS Asie pourrait également faciliter l'adhésion de pays de la région. L'AIMF souligne que la Stratégie économique de la Francophonie, adoptée lors du Sommet de Dakar en 2014, met l'accent sur la nécessité de développer une économie responsable et centrée sur l'Homme. Du fait de ces orientations, l'Organisation internationale de la Francophonie pourra constituer un terrain favorable pour approcher les Etats.
- Se rapprocher des **grands émergents** tels que la **Chine** qui s'intéresse de plus en plus aux modèles de la Silver Economy, secteurs dans lesquels l'ESS est très présente et apporte de nouvelles solutions, pourrait également être envisagé tel que proposé par la Direction Générale du Trésor.

A l'issue des débats, les participants, ont de nouveau salué la qualité des documents de base et ont réitéré leur volonté de contribuer aux travaux du GPIESS. Ces travaux ambitieux, tels que définis dans le cadre des plans de travail adoptés, feront l'objet d'un affinage en termes techniques, méthodologiques et organisationnels par les groupes de travail à mettre en place au second semestre 2016.

Annexes

1. Déclaration commune du GPIESS
2. Feuille de route de la Présidence française
3. Vade-mecum du GPIESS
4. Plan de travail du GPIESS
5. Proposition de side-event Habitat III